



*Pour une refondation du pacte citoyen  
& pour un plan pluriannuel  
en faveur de l'éducation populaire*

**Pétition :** Pour une refondation du pacte citoyen & pour un plan pluriannuel en faveur de l'éducation populaire

**ID Pétition :** P2016N48510 (**cliquer ici pour signer**)

**pétition est hébergée sur :**

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2016N48510>

La dernière consultation électorale consacre le divorce entre les citoyens et leurs représentants politiques ; cela signifie-t-il pour autant que les français se désintéressent de la politique ?

Il y a sans doute pour expliquer le niveau inédit de l'abstention et des votes susceptibles d'être qualifiés de « protestataires », de nombreuses raisons.

Au nombre de ces raisons, on convoquera les difficultés du moment (*« crise » économique, chômage de masse, « panne » de l'ascenseur social...*), l'évolution des modes de vie et des repères, mais aussi le manque de probité et d'exemplarité des politiques (*« les affaires »*), et les promesses non-tenues.

De faits, l'échiquier politique contemporain tend à ressembler davantage au casting d'une série B, dont des starlettes poussent leurs avantages en vue d'un futur rôle, qu'à l'espace d'échange et de confrontation des idées, des convictions et des projets, portés par des représentants à la stature d'hommes d'état animés par l'intérêt collectif, le service du pays et des citoyens, qu'il devrait être.

Le désenchantement relatif aux messages et aux pratiques politiques, l'absence de clarté dans le positionnement des édiles, les discours et les projets peu accessibles aux citoyens et/ou peu crédibles (*voire peu clairs*) ; ont installé durablement et depuis quelques années déjà, **l'abstention comme phénomène de premier plan de nos scrutins**, sans que soient envisagées de véritables réponses.

De scrutin en scrutin, l'abstention atteint un niveau intolérable pour une démocratie. **L'organisation de la république, ne peut en effet se décider « démocratiquement » par moins de la moitié des citoyens.** Nous entrons dès lors dans une zone de danger qui hypothèque gravement notre capacité à vivre ensemble et à accepter la légitimité des règles (*les lois et règlements édictés par les représentants et les institutions ad-hoc*), de ce vivre ensemble. De même qu'il y a un « consentement à l'impôt », il y a plus globalement un consentement à la contrainte ; la légitimité de la contrainte étant l'un des principaux facteurs de son acceptation.

Quelques élus (*de droite comme de gauche*), qui semblent enfin découvrir le problème, plaident pour l'instauration d'un vote obligatoire à l'instar de ce qui existe en Belgique.



C'est une proposition que nous soutiendrions, dès lors qu'il s'agirait non pas de régler autoritairement et à peu de frais (*et sans doute de façon tout à fait illusoire*), la question de l'abstention ; mais de s'attaquer à ses causes et d'en prévenir les effets.

**Il ne faut pas rendre le vote obligatoire, il faut expliquer pourquoi la république ne peut accepter de se passer de la participation d'une part significative de ses citoyens. Il faut éduquer à la citoyenneté, il faut développer la participation (*et donc changer aussi le comportement des élus*).**

Les derniers scrutins nous enseignent que c'est là où le niveau de formation est le plus élevé que le front national enregistre ses plus mauvais scores. Il faut donc des moyens pour développer les dispositifs apparentés à l'éducation populaire, que la puissance publique n'a jamais suffisamment promue et dont les subsides publiques ont été régulièrement et drastiquement, amputées ces dernières années.

Comprendre le « jeu politique » est une nécessité pour les citoyens éclairés. Encore faut-il que chacun dispose des outils pour se l'approprier.

Le café citoyen, le conseil de gestion du centre social, le conseil de quartier, le conseil municipal des enfants... sont, au-delà, de l'éducation civique qu'il faut renforcer dans les formations initiales et permanentes, des moyens indispensables d'impliquer, dans le cadre de leur généralisation, le plus grand nombre, dans **une démarche d'éducation de tous, pour tous et par tous ; dont notre société ne peut plus faire l'économie.**

**Accompagnateur de l'action sociale, éducative et culturelle,  
le Réseau AISEC-Synergies, n'est pas neutre.  
Il défend la nécessité d'une intervention publique forte.**

Nous pensons que l'action sociale globale que nous appelons de nos vœux, est indissociable de la réflexion sur les causes structurelles des dysfonctionnements de notre société et de la promotion des idées susceptibles de permettre des évolutions.

Le positionnement politique\* qui résulte de notre réflexion, ne relève pas de préoccupations partisans, mais de la volonté d'éclairer les situations d'exclusion, des personnes concernées, de promouvoir des pratiques et des programmes permettant d'agir avec efficacité sur les causes, comme sur les conséquences de la précarité.

Ces positionnements argumentés, sont des outils à disposition des acteurs sociaux, au premier rang desquels, les élus locaux pourront puiser dans la perspective de politiques sociales locales raisonnées.

\*la politique (*champ de l'accession au pouvoir*) doit être distinguée du politique (*la gestion de la cité*).

